

RÉUNION DU 24 OCTOBRE À DIJON, LE POINT SUR **LA SITUATION** **DU GROUPE EBRA**

Réunies à Dijon le 24 octobre 2017, les équipes syndicales de la FILPAC CGT ont fait un point de la situation du groupe EBRA et analysé les premières déclarations de Philippe Carli, successeur de Michel Lucas à la tête du pôle presse du Crédit Mutuel.

Mises à part des interventions plus ou moins formelles dans les différents CE et la présentation d'un power point pour expliquer ce qu'il comptait mettre en œuvre dans le groupe pour récupérer 110 M€ (50 M€ de recettes supplémentaires et 60 M€ d'économies), M. Carli n'a adressé aucun projet chiffré économiquement et socialement aux instances représentatives du personnel. De l'audit du cabinet June, aucun retour précis n'a été présenté. Comment donc aborder le futur sans avoir une idée précise des intentions du Crédit mutuel pour son pôle presse ? Les élus ont validé la proposition de l'envoi d'un courrier par le secrétariat de la FILPAC au patron du Crédit mutuel, Nicolas Théry, afin qu'une rencontre soit organisée dans les meilleurs délais avec notre organisation syndicale et des représentants du

Le « Digital First » qui reste une nébuleuse ne doit pas être l'apanage de quelques personnes mais doit représenter le véritable démarrage de la révolution numérique, affaire de toutes les catégories du personnel.

personnel de chaque entité du groupe. Cette rencontre sera l'occasion pour la direction de la « Banque à qui parler » de présenter ses objectifs pour EBRA et les moyens d'y parvenir. Ce sera également l'occasion pour la FILPAC d'affirmer un certain nombre d'exigences en termes de pluralisme, de traitement de l'information, de développements industriels et numériques sans oublier évidemment les aspects sociaux y afférents.

Dans l'attente de cette rencontre, les élus de la FILPAC CGT ont convenu que :

- **les équipes refusent tout transfert d'éditions de titre à titre à l'intérieur ou à l'extérieur du groupe.**
- **La GPEC annoncée par la direction doit démarrer immédiatement.**

Cela doit être la façon d'ouvrir une véritable négociation sur le numérique en complémentarité du print qui reste la principale ressource de nos entreprises. Le « Digital First » qui reste une nébuleuse ne doit pas être l'apanage de quelques personnes mais doit représenter le véritable démarrage de la révolution numérique, affaire de toutes les catégories du personnel.

La FILPAC CGT a toujours démontré sa volonté de maintenir un dialogue social de qualité et de suivre l'adaptation des titres aux profondes mutations que vit la presse régionale depuis plusieurs années. Pour autant, il ne peut être question de rédiger un chèque en blanc à M. Carli en avançant sur des thèmes sensibles sans qu'aucun projet concret et écrit ne soit au préalable révélé aux représentants du personnel. L'annonce de la fermeture de deux imprimeries et d'un virage à 180° vers le digital ne peuvent suffire pour amorcer et mener à bien des négociations sérieuses et loyales.

Les élus se réuniront à nouveau le 17 novembre pour faire un nouveau point et prendre toute initiative pour avancer dans leurs revendications. •